

LE SILENCE POLITIQUE DES QUARTIERS

par *Olivier Masclet* *

Comment rendre compte de la très faible visibilité en politique des porte-parole des associations des quartiers ?

Durant ces dix dernières années, le regard porté sur les cités a changé : on découvre aujourd'hui qu'elles ne sont pas des lieux vides de sens, en proie seulement à « la galère », mais que des solidarités s'y déploient, que des engagements de type militant y jouent souvent un rôle essentiel dans le maintien d'un lien social et dans la structuration d'une conscience de résistance face à l'ordre délétère du chômage et des discriminations multi-formes (1). Or ces « militants de cité » sont peu présents dans les instances de représentation, au niveau national, comme au niveau local, là où pourtant la proximité pourrait favoriser leur « élection ». Comment expliquer ce hiatus entre la classe politique et ces responsables associatifs ? On sait pourtant le rôle joué par la mobilisation associative dans le renouvellement du personnel politique, en particulier dans les partis de gauche. Lors des élections municipales de 1977, la gauche, et surtout le parti socialiste, a dû sa victoire en de nombreux lieux à l'action quotidienne des hommes et des femmes impliqués au plus près de « la base » (2). C'est ce mécanisme de consécration des dévouements qui semble aujourd'hui complètement grippé (3).

La paupérisation marginalisée

Des facteurs structurels expliquent pour une part cette cassure. La population des grands ensembles n'est plus la même qu'autrefois : elle est à présent plus pauvre et moins dotée des ressources sociales ou culturelles qui déterminent la capacité à s'inclure dans le jeu politique, à se reconnaître comme légitime politiquement. Par ailleurs, le chômage de masse, la précarisation des contrats de travail, le glissement dans la délinquance des plus démunis nourrissent une grande insécurité sociale qui pousse au repli sur soi, à des conduites d'évitement des plus pauvres, à fuir les cités. Même si les associations continuent d'agir dans les quartiers, elles n'ont plus la même force que vingt ou trente ans plus tôt. Les soutenir politiquement s'imposerait d'autant plus.

Or les plus actives d'entre elles bénéficient bien peu de reconnaissance. La composition des conseils municipaux des villes des banlieues en est un indicateur : on peine à y trouver les noms de celles et ceux qui tiennent les associations dans les quartiers, qui sont fréquemment issus des immigrations algériennes, marocai-

* *Université de Paris-V, CERLIS-CNRS, o.mascler@club-internet.fr*

(1) Voir l'article novateur de **Didier Lapeyronnie**, « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue française de sociologie*, XXVIII, 1987 et les ouvrages de **Saïd Bouamama**, en particulier *Dix ans de marche des Beurs. Chronique d'un mouvement avorté*, Desclée de Brouwer, 1994.

(2) Pour une bonne synthèse à ce sujet, voir **Christian Bachmann** et **Nicole Le Guennec**, *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers 50 ans de politique de la ville*, Paris, Albin Michel, 1996.

(3) Nous avons tenté de comprendre cette situation à partir d'une longue enquête ethnographique et historique menée à Gennevilliers (92) qui donne à voir certaines logiques sociales et politiques que l'on retrouve un peu partout dans les villes de gauche, voir **Olivier Masclet**, *La Gauche et les cités, enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2006 (1ère édition 2003).

nes, africaines. Les mécanismes de sélection du personnel politique jouent en ce sens.

L'illégitimité en politique des habitants des cités résulte également des décalages sociaux entre des élus locaux, qui sont souvent des « promus » des classes populaires ou des membres des classes moyennes et supérieures, et les porte-parole des cités qui appartiennent aux fractions modestes et précaires de la population : leur dénuement économique et leur bas niveau de diplôme les vouent « à la base », soit en raison d'un effet d'intimidation qui les conduit à ne pas se sentir « à la hauteur », soit à cause du regard porté sur eux comme incapables d'assumer des responsabilités. Par ailleurs, la compétition pour les places est rude et les candidats nombreux. La concurrence interne aux partis contribue aussi à éliminer ceux qui, possédant moins de ressources scolaires et professionnelles, apparaissent aussi moins ambitieux politiquement, et de ce fait à clôturer l'espace de la représentation politique (4).

L'erreur des politiques

En plus de tous ces mécanismes, il faut encore insister sur les discriminations à base ethnico-raciale qui ferment le champ politique institutionnel (5). Les militants de cité ont fait les frais de la montée du Front national à partir des années 1980, et plus généralement des attitudes xénophobes et sécuritaires prêtées au peuple. Les responsables des partis politiques ont été conduits à se méfier d'eux, à voir en eux des « gens encombrants », susceptibles de compromettre les résultats électoraux. Dans nombre de villes, les immigrés ou leurs enfants engagés dans les associations n'ont ainsi eu droit qu'à des strapontins politiques, quand ils n'ont pas été écartés complètement du pouvoir. À Gennevilliers, par exemple, comme en bien d'autres villes, aucun enfant des cités n'est élu jusqu'en 1995 ; ceux promus cette année-là ne sont pas des « militants de cité » et apparaissent dépourvus du crédit et de l'autorité dont bénéficient ces militants auprès des jeunes (6). Dans beaucoup de communes, les élus en place ont redouté que la promotion des enfants des cités ne favorise la progression du Front National, contribuant de ce fait, souvent très naïvement, à entretenir l'idée d'un lien automatique entre le vote d'extrême droite et l'immigration, et ainsi à empêcher les habitants des cités de défendre leur dignité.

Depuis la fin des années 1990, on commence à sortir de cette situation, l'éviction en politique des militants de cité n'ayant pas empêché la progression du Front National (7). On compte un peu plus d'élus « issus de l'immigration » au sein des conseils municipaux, en particulier dans les villes de gauche et dans les instances dirigeantes des partis, principalement le PS et le PC.

(4) Sur ces différents points, voir **Henri Rey**, *La gauche et les classes populaires, histoire et actualité d'une mésérente*, Paris, La Découverte, 2004.

(5) Voir notamment, **Vincent Geisser**, *Ethnicité républicaine*, Paris, Presses de sciences po, 1997.

(6) Ils semblent avoir été choisis avant tout dans le but d'adresser un signe à la population issue de l'immigration qui manifeste de plus en plus ouvertement sa défiance à l'égard de la municipalité.

(7) Faut-il rappeler les scores de la Présidentielle de 2002 ?



Tout un ensemble de militants ont compris que l'avenir de la gauche dans les quartiers supposait d'entendre et de valoriser les voix de ces Français-là (8).

Outre qu'ils sont encore peu nombreux, ces nouveaux élus appartiennent le plus souvent aux classes moyennes ou en sont très proches par leurs caractéristiques scolaires. De sorte que le fossé s'est en réalité peu comblé entre la population des quartiers et les instances dirigeantes. En témoignent les émeutes de novembre 2005, que l'on doit également analyser comme l'expression violente des sans-grades dans la société, comme une révolte « proto-politique » plus que politique, plus proche d'une action de « classes dangereuses » que d'une action de « classes laborieuses » (9).

Vers un changement

La conversion politique suppose un travail militant de longue haleine, de même qu'une prise en compte de l'expérience vécue par les plus démunis. On en est encore loin, les pauvres des quartiers suscitant plus fréquemment le mépris que l'envie de les « comprendre ». Pourtant des initiatives sont prises dans certaines villes de gauche en vue de les rallier, par exemple à travers la création des Conseils communaux de la jeunesse, que l'on aurait tort de classer trop vite au rayon des gadgets de l'action politique. À Gennevilliers, par exemple, un conseil de ce type a été créé en 2001, dans l'objectif de renouer avec une jeunesse passablement « oubliée » durant ces quinze dernières années. Son fonctionnement est difficile tant l'état de « galère » décourage toute forme de mobilisation et accroît les divisions internes à la jeunesse des cités. Mais il offre une première porte d'entrée sur la scène publique pour des jeunes qui ont des « choses à dire » et désirent exister politiquement.

Après tant d'années d'une course-poursuite, qui a conduit progressivement la gauche de gouvernement à s'aligner sur la droite dans une surenchère répressive, où Le Pen est toujours le gagnant, ces initiatives représentent sans doute les premiers pas – avec d'autres initiatives allant dans le même sens – vers une reformulation de la question sociale. Car le problème n'est pas tant d'offrir des places politiques aux militants de cité, même si c'est indispensable, que de poser la question du chômage, de la précarité et des discriminations, qui affectent au premier chef les habitants des cités. Alors la voix de ces militants, qui sont sur le front depuis tant d'années, pourra « naturellement » se faire entendre.

Olivier Masclat

(8) Voir *Libération* du vendredi 18 novembre 2005.

(9) Voir l'analyse stimulante de Gérard Mauger, dans *L'Humanité* du 15 novembre 2005.